

PARTIR EN FUMÉE

Comment la combustion de la biomasse détruit les forêts de l'Europe.

Les forêts européennes, autrefois si paisibles, sont aujourd'hui envahies. Au nom de l'énergie propre. Pour respecter les politiques européennes qui visent à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à promouvoir des sources d'électricité et de chauffage renouvelables, les gouvernements subventionnent massivement le développement de la combustion de la biomasse dans les grandes centrales situées sur le continent.



Inova Biomass plant in Brignoles, France 1
Photo: Collectif SOS Forêt du Sud

Cela implique généralement de brûler du bois, qui constitue une source énergétique bien plus dense que les résidus de culture, les déchets organiques ou d'autres cultures, et qui est plus facile à transporter en grands volumes. Ces subventions entraînent donc un essor de l'industrie forestière.

Depuis des siècles, les arbres des forêts européennes sont coupés pour alimenter les ménages et ont été utilisés plus récemment pour les chaudières communautaires qui chauffent les villages et même les petites villes. Ce qui se joue en ce moment est cependant bien différent. Les installations énergétiques qui brûlent de la biomasse nécessitent des millions de mètres cubes de bois chaque année. Les bûcherons occasionnels et l'abattage à la tronçonneuse ont cédé la place à des exploitants forestiers armés d'engins mécaniques, qui s'enfoncent toujours plus profond dans les massifs montagneux et abattent massivement des forêts entières.

Le bois est parfois fourni sous forme de bois coupé ou de copeaux de bois, mais il est de plus en plus souvent transporté sous forme de granulés, qui ont été chauffés pour éliminer toute humidité, avant d'être compressés. Ce procédé permet de doubler la teneur énergétique de chaque tonne expédiée et diminue les coûts des transports longue distance. Sous cette forme, le bois devient aujourd'hui une matière première de plus en plus ouverte au commerce international.

Selon les [données de l'UE](#), près de la moitié de la biomasse de bois récoltée dans ses États membres est désormais utilisée pour produire de l'électricité et du chauffage. Le bois est

devenu la source d'énergie renouvelable [la plus importante](#) et alimente environ cinq pour cent des besoins énergétiques de l'UE – un pourcentage qui devrait être multiplié par deux d'ici 2020.¹ La demande de combustion de la biomasse atteindrait alors le niveau de la totalité du bois actuellement récolté. Étant donné que ses autres utilisations ne cesseront pas pour autant, [l'UE aura besoin de beaucoup plus de bois](#) qu'elle ne peut en fournir elle-même.²

La voie de la combustion de la biomasse empruntée par l'UE part du principe que ce combustible est une source d'énergie renouvelable, que le bois est produit de manière durable et que tous les arbres abattus sont remplacés pour compenser la perte de carbone. On remarquera cependant qu'il n'existe aucune règle européenne visant à s'assurer que c'est bien le cas. Certains pays, comme [les Pays-Bas](#), ont introduit leurs propres règles.³ Mais ce n'est pas le cas pour d'autres pays possédant d'importantes filières de combustion de la biomasse, comme la Slovaquie et la Roumanie, où environ 70 pour cent des énergies renouvelables s'appuient sur la biomasse. Ainsi, les bénéfices de la combustion de la biomasse en termes d'émissions de carbone pourraient bien être inexistants, alors que ses conséquences sur l'écologie forestière deviennent bien trop évidentes.

La menace qui pèse sur les forêts du continent est énorme et imminente. La hausse de la demande et les subventions généreuses attirent des investisseurs, qui viennent acheter les forêts et financer les sociétés d'exploitation. Un fonds d'investissement luxembourgeois spécialisé dans l'achat des forêts européennes estime que si l'on veut atteindre les cibles fixées par l'UE pour 2020 en ce qui concerne les énergies renouvelables, l'Europe aura besoin de sept à seize millions d'hectares de cultures énergétiques. Il indique que de ce fait, « les ressources de biomasse facilement accessibles seront bientôt épuisées. »⁴

La chaîne montagneuse des Carpates, qui s'étend de la Pologne et de la Slovaquie jusqu'à la Roumanie, en passant par la Hongrie et l'Ukraine, est l'une des régions forestières les plus menacées. Les Carpates renferment la dernière grande zone de forêts anciennes d'Europe, préservée depuis des siècles par des méthodes traditionnelles de gestion à faible intensité. Ces forêts sont exceptionnellement riches en biodiversité et abritent la moitié des ours bruns, des loups et des lynx du continent, en dehors de la Russie.

La menace ne se cantonne cependant pas aux forêts européennes. Les forêts des pays extérieurs sont également ciblées pour alimenter l'Europe. L'entreprise publique suédoise

¹ Une nouvelle stratégie de l'UE pour les forêts et le secteur forestier, COM (2013) 659 final.

² Commission SWD (2014) 259, « State of play on the sustainability of biomass for electricity, heating and cooling » (État des lieux de la durabilité de la biomasse utilisée pour l'électricité, le chauffage et le refroidissement).

³ Fern (2015), rapport Forest Watch numéro 204 « The Dutch show the way: Debate on biomass becomes a burning matter » (Les Néerlandais montrent le chemin : le débat sur la biomasse devient un sujet brûlant »).

⁴ Article en ligne de Forest Value Investment Management S. A. sur les opérations commerciales liées à la biomasse. http://www.fvim.lu/?page_id=201

Vattenfall s'est procuré des copeaux de bois issus de vieux hévéas libériens.⁵ Elle avait prévu de faire expédier jusqu'à deux millions de mètres cubes de copeaux de bois par an vers ses centrales européennes, avant que le projet tombe à l'eau en 2012, suite à la colère suscitée par le fait que le Liberia contribuait à éclairer l'Europe alors qu'il ne disposait que de peu d'électricité pour ses propres habitants. Le recours aux importations continue toutefois à se développer. En 2016, la centrale britannique Drax importera pas moins de sept millions de mètres cubes de granulés de bois, fabriqués à partir des forêts du sud-est des États-Unis, du Canada et du Brésil. De leur côté, les entreprises russes expédient des granulés vers les centrales européennes, en passant par les pays baltes.

L'essor de la combustion de la biomasse favorisé par l'UE rappelle de manière alarmante le même essor qu'ont connu les biocarburants il y a dix ans. La promesse écologique repose cette fois encore sur de faux arguments, comme le démontre ce rapport. Les législateurs européens tardent cependant à prendre conscience des dangers. Début 2015, le Parlement européen a voté le plafonnement de l'utilisation et de la subvention des biocarburants, mais a continué à appuyer le développement de la biomasse pour la production d'énergie.

Le refus de reconnaître les menaces que pose l'essor de la biomasse pour l'environnement reflète également le récent scandale des fabricants automobiles qui ont triché sur les tests des émissions. Dans les deux cas, l'urgence des priorités politiques visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre a apparemment poussé les organismes de contrôle à fermer les yeux sur la façon frauduleuse dont ceci était réalisé. Un autre « carburant vert » est en train de se transformer en un cauchemar écologique.

ÉTUDE DE CAS - Gardanne, France

Gardanne, près de Marseille, dans le sud de la France, est une petite ville qui abrite une grande centrale, la Centrale Thermique de Provence, qui possède les plus hautes cheminées du pays. Culminant à 300 mètres de haut, elles sont à peine plus petites que la Tour Eiffel et dominent la ville. À compter de début 2016, la centrale, qui brûlait jusqu'à présent du charbon, commencera à brûler des copeaux de bois.

Selon E.ON, l'entreprise allemande qui possède la centrale, cette transformation devrait apporter une énergie propre à près d'un demi-million de ménages et réduire les émissions de CO₂ de 600 000 tonnes par an, tout en garantissant la survie de la centrale et ses emplois pour les 20 prochaines années. Sans cela, la centrale aurait dû fermer pour se plier aux réglementations européennes relatives à la qualité de l'air. L'administration Sarkozy, qui a

⁵ Centre for Research on Multinational Corporations, SOMO (2011). Rapport intitulé « Burning Rubber - Buchanan Renewables' Impact on Sustainable Development in Liberia ». <http://www.somo.nl/news-en/controversy-at-biomass-producing-company-in-liberia>

approuvé le plan en 2011, espérait soutenir l'économie d'une région qui a souffert de la perte de l'une des dernières mines de charbon profondes françaises.

E.ON se heurte cependant à un problème : où se procurera-t-elle le bois ?

Le plan consistait à l'origine à aller chercher les 850 000 tonnes de biomasse nécessaires chaque année dans un rayon de 400 kilomètres autour de la centrale, du moins à compter de 2025, en ayant d'ici là recours à des importations. Les défenseurs de l'environnement et les communautés forestières s'insurgent. « Notre région rurale, montagneuse et plantée de forêts a été désignée comme source d'approvisionnement en bois prioritaire », déclare Nicholas Bell, de SOS Forêt du Sud. Avec une biomasse censée provenir à 80 pour cent d'arbres abattus à cet effet, il prévoit un « carnage dans les Cévennes », les montagnes forestières riches en biodiversité les plus proches de la centrale, si chères aux habitants de la région, dont les célèbres châtaignes sont en particulier menacées. Le gouvernement a convenu que les consommateurs d'électricité français subventionneraient la centrale de biomasse à hauteur de 70 millions d'euros pour chacune des 20 prochaines années, soit au total 1,4 milliard d'euros. Cette subvention provient d'une taxe prélevée sur les factures d'électricité, destinée à assurer un approvisionnement des zones rurales reculées et à soutenir les énergies renouvelables. Jusqu'à présent, les seuls projets de biomasse financés par cette taxe ont concerné de petits plans communautaires. Gardanne est de loin le plus gros projet dans ce cadre. L'affaire menace de créer un précédent pour une chaîne de mégaprojets similaires qui pourrait menacer les forêts françaises, et celles des pays européens voisins.

Le projet de Gardanne est soutenu par l'élite politique de la région, et notamment par le maire communiste de la ville et par le syndicat CGT, très puissant localement. Les habitants sont quant à eux largement opposés au projet dans les zones où les arbres sont susceptibles d'être abattus pour alimenter la centrale. Les maires locaux des Cévennes n'ont pas été consultés. Fin 2014, bon nombre d'entre eux ont soutenu une pétition demandant à *Ségolène* Royal, la ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie dans l'administration Hollande actuelle, de stopper le projet. Durant l'été 2015, de plus en plus de protestations se sont élevées localement.

Jean-Louis Joseph, maire de La Bastidonne et Président du parc régional du Luberon, a déclaré : « Ce projet risque de restructurer notre filière bois locale. Nous ne sommes pas contre les centrales à biomasse : uniquement sur le territoire du Luberon, nous avons 55 chaudières publiques actuellement [...]. Ce qui nous inquiète, [...] c'est l'énormité de ce projet. Cette centrale nous paraît un énorme danger pour notre forêt, pour la biodiversité. Je pense qu'on perdra davantage d'emplois sur le territoire que ceux qu'on va maintenir sur Gardanne ».

« Une guerre du bois fait actuellement rage dans notre région », avec de trop nombreuses demandes contradictoires à propos de son bois, déclare Bell. Des centrales à biomasse plus petites dans les villes de Pierrelatte et de Brignoles, non loin de là, brûlent déjà du bois issu des forêts de la région. Tout près de là, à Tarascon, un grand moulin à papier consomme plus d'un million de mètres cubes de bois par an. Les dirigeants de la filière papier ont demandé des restrictions sur la combustion de la biomasse pour protéger leurs approvisionnements en bois.

Le projet de Gardanne est en train de devenir un vrai fardeau politique pour le gouvernement, englué dans un contrat sur 20 ans signé par son prédécesseur, et dont l'abandon donnerait lieu à des demandes d'indemnisation aux sommes exorbitantes. Face aux dissensions grandissantes, les ministres ont poussé E.On à se procurer les trois quarts de la biomasse destinée à la centrale à l'étranger dans un premier temps, mais avec une diminution progressive des importations jusqu'à leur disparition totale d'ici dix ans. On ignore encore précisément d'où viendront ces copeaux de bois importés, mais les pays baltes, la Roumanie et l'Ukraine ont été proposés.

Si un tel changement de tactique est un soulagement pour les Cévennes, il peut être synonyme de mauvaise nouvelle pour d'autres pays d'Europe, et même au-delà...

Traduction du rapport « Up in Flames » de Fred Pearce